

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARPI LA TALAUDIERE

461 rue George Sand
ZI MOLINA LA CHAZOTTE
42350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-025-469
Code AIOT : 0006103519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SARPI LA TALAUDIERE implanté 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI LA TALAUDIERE
- 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006103519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement est une installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux. Le site est classé Seveso seuil bas au regard des quantités de déchets stockés.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite n'est demandée à l'exploitant sur la thématique des travaux par points chauds.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recensé l'ensemble des parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion sur un plan, notamment les parties suivantes du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cuves de dépotage vrac liquide - fosse à broyats (bâtiment A4) - cuves HPC - zone pompage liquides - bac du DDM (vidange des solvants) <p>L'inspection s'est rendue sur les zones Cuves de dépotage vrac liquide et Pompage liquides, afin de vérifier la matérialisation de celles-ci sur le site et l'affichage de sécurité :</p> <p><u>Zone Cuve de dépotage vrac liquide</u> : un affichage à hauteur de camion est présent, indiquant la mention "ATEX". Un affichage de la nature des risques en présence est en place. Les documents et consignes d'intervention, de mise en sécurité du personnel et des équipements sont consultables dans le bungalow situé à proximité du quai de dépotage du vrac liquide.</p> <p><u>Zone pompage des liquides</u> : l'affichage "ATEX" est en place. D'autres affichages sont présents, notamment pour les procédures à suivre en cas de déversement accidentel, de brûlure du personnel par les produits en présence, les règles à suivre pour les piétons et conducteurs d'engins et pour le bon déroulement du pompage des conditionnés. L'affichage de la nature des risques est également en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>L'obligation du permis d'intervention est bien affichée dans les consignes d'exploitation, notamment dans les zones à risque d'explosion ou d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : L'interdiction d'apporter du feu est clairement affichée dans les différentes zones du site présentant des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : Le site met en œuvre des permis feu et des plans de prévention pour chaque intervention d'une entreprise extérieure ou d'agents du site liée à des travaux par points chauds. <u>Plans de prévention :</u> les 2 derniers plans ont été consultés et comprennent les éléments suivants - nom de l'entreprise intervenante / date de la visite / coordonnées - nature des travaux réalisés - durée du plan de prévention - donneur d'ordre sur le site et coordinateur - présence de sous-traitants ou non - consignes générales sur site et inscription sur le registre visiteurs - rappel des numéros utiles - consignes générales en cas d'urgence - consignes de déplacement sur le site et plan du site

<ul style="list-style-type: none"> - analyse des risques divers - permis feu associés - permis à prévoir - moyens matériels mis à disposition - informations médicales - signature des responsables et intervenants <p><u>Permis feu</u> : le dernier permis datant du 04/12/25 a été consulté et contient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - durée de l'autorisation - coordonnées de l'entreprise extérieure - nature des risques associés à l'intervention - origine des feux - mesures de sécurité à respecter - mesures liées à l'activité - validation par le donneur d'ordres et les intervenants <p>Les travaux effectués sont vérifiés systématiquement 2 heures après leur finalisation, soit par le rondier hors heures ouvrées, soit par le responsable d'intervention.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site étant soumis à POI et faisant intervenir des opérateurs extérieurs sur site, il dispose bien d'un plan de prévention pour chaque intervention par point chaud.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R.4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ;

<p>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</p> <p>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention rédigé pour chaque opération par point chaud comporte l'ensemble des informations susvisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>Le dossier pour les travaux par points chauds précise bien les conditions de recours à de la sous-traitance ainsi que l'organisation mise en place pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérateurs du site sont régulièrement formés sur les risques associés aux installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.</p>

<p>Le personnel a notamment reçu une formation à l'évacuation incendie en Septembre 2025, une formation extincteurs délivrée par Desautel et une formation lance incendie en interne en fin d'année 2025.</p> <p>Un rappel des consignes est fait auprès des intervenants extérieurs lors de la réalisation du permis d'intervention. Des mesures et consignes spécifiques sont données à tous les opérateurs intervenant sur des zones ATEX et à risque incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, pour s'assurer de l'absence de risque. Cette vérification est notée sur le permis feu / permis d'intervention sous l'intitulé "contrôle de sécurité complémentaires : 2h après la fin des travaux". En cas d'anomalie, l'évènement est automatiquement enregistré par la personne d'astreinte hors heures ouvrées et par le responsable d'intervention en heures ouvrées, pour action.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>